

L'Adresse—M. Broadbent

A l'échelle nationale, lorsque nous avons entendu le président du Conseil du Trésor (M. Andras) et le ministre des Finances (M. Chrétien) nous dire, il y a quelque six semaines, qu'ils allaient adopter un programme dont nous avons eu les détails dans le discours du trône hier soir, nous avons calculé que ce programme entraînerait une perte nette de 100,000 emplois au sein de notre économie.

J'ai interrogé le premier ministre à ce propos l'autre jour. Je lui ai demandé s'il était vrai que le ministère des Finances en était venu aux mêmes conclusions. Comme à son habitude, il a été évasif et s'est abstenu de répondre. Aujourd'hui, dans la ville d'Ottawa, un bureau privé de conseils en matière économique, a publié une étude qui démontre que ce n'est pas 100,000 emplois que cette politique allait nous faire perdre, mais 94,000. Autrement dit, plus d'hommes et de femmes retireront des prestations de chômage et de bien-être social au lieu de participer activement au développement économique de notre pays.

Le président du Conseil du Trésor a déclaré à la Chambre aujourd'hui que le gouvernement fédéral parlait vraiment d'années-hommes et non de personnes. Je lui ferai remarquer, comme il devrait le savoir, que déjà dans la ville d'Ottawa, plus de 1,700 fonctionnaires ont reçu leur avis de congédiement. On leur a annoncé qu'ils perdaient leur emploi. Il ne s'agit pas là des statistiques abstraites ni de simples années-hommes, mais bien d'hommes et de femmes qui sont dûment touchés: 362 à Statistique Canada, 250 aux Travaux publics, 650 au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et 500 à la Commission de la Fonction publique. Quelque 1,762 fonctionnaires ont déjà été informés qu'ils seraient mis en chômage. Voilà les conséquences de ce que je qualifierais de politique économique futile et irréflective. Qu'un tel programme soit mis en œuvre par un premier ministre du nom de Trudeau ou par un Joe Clark qui voudrait bien le remplacer, nous, du Nouveau parti démocratique, tenons à nous en dissocier totalement.

Quel genre de programme proposons-nous en échange? Je vous avouerai que notre solution de rechange ne consisterait pas à créer des illusions et ne résoudrait pas le problème de l'inflation sous toutes ses formes, pas plus qu'il ne ferait disparaître complètement le chômage en moins d'un an ou deux. Ce que nous proposons, c'est une politique réaliste qui ne ressemblerait en rien aux solutions fantaisistes du gouvernement et de l'opposition officielle.

● (2012)

De quoi s'agit-il exactement? Tout simplement d'un ensemble de mesures du type de celles que le gouvernement de M. Helmut Schmidt a appliquées avec tant de succès en Allemagne de l'Ouest, où le chômage et l'inflation oscillent aux alentours de 3 p. 100. Ces mesures ont également fait leur preuve au Japon puisque le chômage et l'inflation atteignent des niveaux sensiblement équivalents. Or, ces deux pays ont cherché à apporter des remèdes à leurs difficultés économiques, non pas en dénigrant le secteur public mais au contraire en se servant de lui comme d'un élément qui doit jouer son rôle à part entière dans l'expansion économique d'un pays moderne.

Alors que proposons-nous, direz-vous? Puisque certaines usines ne tournent qu'à 85 p. 100 de leur capacité de production, alors que des hommes et des femmes ne demandent qu'à travailler sur ces machines qui chôment, nous proposons de

réduire d'un tiers la taxe fédérale de vente à laquelle les industrielles sont assujettis. D'après nos calculs, cette mesure permettrait d'injecter environ 1.5 milliard de dollars dans l'économie et de créer quelque 75 000 emplois qui bénéficieraient aux ouvriers des usines d'électricité de l'Ontario, aux ouvriers des usines de bois de la Colombie-Britannique, aux travailleurs de la chaussure du Québec, en bref à tous ceux qui travaillent dans l'industrie.

Deuxièmement, nous recommanderions d'accorder une réduction de l'impôt sur le revenu aux hommes et aux femmes qui sont en chômage mais dont le revenu est suffisamment élevé pour les assujettir à l'impôt sur le revenu. A la différence cependant des autres partis, nous proposons d'accorder aux contribuables de plus faibles revenus la plus forte réduction d'impôt qui serait de \$400 au bas de l'échelle et qui diminuerait à mesure que l'on monte dans l'échelle des revenus pour enfin disparaître tout à fait à l'échelon des contribuables très riches. Je fais entrer dans cette dernière catégorie les députés dont le revenu ne justifie pas de réduction d'impôt. Nous recommandons donc de réduire ainsi les impôts d'un milliard et demi de dollars. Cette mesure, avons-nous calculé, aurait pour nettes répercussions de créer quelque 125,000 emplois.

Le troisième élément de notre proposition, et qui nous distingue si nettement du parti conservateur et du gouvernement actuel, c'est que nous recommandons, à une époque où le secteur privé n'investit pas beaucoup puisque les hommes d'affaires ne sont pas fous, d'injecter des fonds publics pour stimuler l'économie. Nous recommandons un investissement de 1.7 milliard de dollars du secteur public.

Où irait cet argent, monsieur l'Orateur? Nous avons besoin d'un réseau de transport urbain rapide au centre-ville de Toronto, réseau promis par le gouvernement il y a déjà quel-que temps. Nous entreprendrions l'expansion de ce réseau de transport rapide, ce qui aurait pour effet de fournir du travail aux ouvriers de la construction de Toronto actuellement sans travail. Nous préconisons l'application des recommandations du rapport de la Commission royale d'enquête Hall, que le gouvernement laisse traîner depuis longtemps. Ce faisant, non seulement nous satisferions aux besoins des agriculteurs des Prairies qui réclament l'amélioration des installations de manutention des céréales pour acheminer leur blé vers les marchés d'exportation, mais nous créerions aussi des emplois en Nouvelle-Écosse où l'on fabrique des voies et des wagons de chemin de fer. Peut-être cela diminuerait-il de moitié le pourcentage de chômage au Cap-Breton, qui se chiffre actuellement à 30 p. 100.

Avec un train de mesures comprenant une réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers, une réduction de la taxe fédérale sur les produits manufacturés et un investissement dans le secteur public, nous réussirions à créer quelque 400,000 emplois en deux ans. Les choses prendraient enfin la tournure que les gens de notre pays veulent désespérément leur voir prendre. Ils n'en attendent d'ailleurs pas moins de politiciens qui assument leurs responsabilités. Voilà ce dont nous avons besoin à court terme.

Outre les mesures que nous devons prendre à brève échéance dans l'intérêt des Canadiens, nous devons nous engager sérieusement dès à présent—et il aurait fallu en parler dans le discours du trône—de mettre sur pied une stratégie industrielle à longue échéance. Contrairement à ce que les deux partis